

**TITRE:** LA SEIGNEURIE DE L'ÎLE-DE-MONTRÉAL : UN CAS D'ABOLITION PARTICULIER AUX PERSISTANCES TRÈS ACTUELLES

**AUTEUR:** CLAUDE PELLETIER, ÉTUDIANT À LA MAÎTRISE EN ADMINISTRATION PUBLIQUE, ÉNAP

**PUBLICATION:** LE RÉGIME SEIGNEURIAL AU QUÉBEC : FRAGMENTS D'HISTOIRE ET DE MÉMOIRE

**PAGES:** 171 - 193

**DIRECTION :** BENOÎT GRENIER AVEC LA COLLABORATION D'ALAIN LABERGE ET DE STÉPHANIE LANTHIER

**ISBN:** 978-2-7622-0361-5

**URI:** [HTTP://HDL.HANDLE.NET/11143/16424](http://hdl.handle.net/11143/16424)

**DOI:** [HTTPS://DOI.ORG/10.17118/11143/16424](https://doi.org/10.17118/11143/16424)

# LA SEIGNEURIE DE L'ÎLE-DE-MONTRÉAL : UN CAS D'ABOLITION PARTICULIER AUX PERSISTANCES TRÈS ACTUELLES

Claude Pelletier, étudiant à la maîtrise en administration publique, ÉNAP

## Épigraphe

*Ce n'était pas une simple formalité [...] C'était fait avec décorum, on sortait le livre avec beaucoup de cérémonial et la vérification se faisait avec beaucoup d'ampleur dans les gestes.*

André Dufresne, Témoignage sur les persistances seigneuriales

*Je n'ai jamais senti qu'il y avait une espèce (sic) de cérémonial qui devait m'entourer. Parce que je suis un prêtre, je suis quelqu'un qui doit donner ma vie simplement [...] je ne suis pas meilleur que les autres.*

Mgr Émilien Goulet, Témoignage sur les persistances seigneuriales

*La mémoire est une sélection : certains traits de l'évènement sont conservés, d'autres sont immédiatement ou progressivement écartés, et donc oubliés.*

Tzvetan Todorov, *Les abus de la mémoire*

« La Seigneurie a précédé tout le reste<sup>1</sup> ». C'est de cette façon que Louise Dechêne a résumé l'installation de l'institution seigneuriale en Nouvelle-France. L'île de Montréal n'a pas échappé à cette règle et a été concédée en seigneurie avant les débuts d'une présence permanente européenne sur son territoire.

L'île de Montréal est concédée en seigneurie en 1636, mais il n'y a pas encore de résidences françaises permanentes sur l'île qui n'a sur son sol que quelques foyers temporaires<sup>2</sup>. En effet, de 1608 à 1642, les Français manquent d'effectifs pour établir un poste permanent à Montréal et doivent donc se contenter d'une présence saisonnière sur les lieux<sup>3</sup>. La seigneurie de Montréal est concédée à Jean de Lauson qui est le directeur de la Compagnie de la Nouvelle-France, parfois aussi appelée la Compagnie des Cent-Associés. Rappelons qu'à cette époque la compagnie a pleine autorité sur la colonie puisqu'elle s'est fait octroyer par le pouvoir royal le monopole exclusif de celle-ci. En échange du monopole commercial, la compagnie a le devoir de peupler la colonie. La compagnie consent à de Lauson tout le territoire de l'île de Montréal, une vaste région équivalent à 211 600 arpents<sup>4</sup>.

Rapidement, il semble que de Lauson ne remplisse pas ses obligations seigneuriales comme il le doit. Ainsi, à peine quelques années après avoir reçu sa seigneurie, soit le 7 août 1640, il est déchu de ses droits pour motif d'avoir insuffisamment mis en valeur cette dernière. Celle-ci est rachetée le 17 décembre de la même année par la société Notre-Dame de Montréal, un regroupement de laïcs aux ambitions apostoliques<sup>5</sup>. Ceux-ci, contrairement à de Lauson, sont désireux de peupler l'île et, dès le 17 mai 1642, les premiers Montréalais – nom donné à l'époque aux premiers colons à s'installer sur l'île – mettent pied à terre. C'est le début d'une présence permanente sur l'île de Montréal, présence ininterrompue jusqu'à nos jours. L'histoire de la seigneurie de Montréal commence à s'écrire progressivement.

Responsable du peuplement de l'île, la société s'en occupe au mieux en assumant les frais qui lui sont associés. Il s'agit alors des frais de déplacement, des frais pour l'aller et parfois le retour, des avances consenties ainsi que des gages versés à ceux qui veulent bien tenter leur chance dans la colonisation<sup>6</sup>. Cette stratégie s'avère à court terme fort onéreuse et à moyen terme ruineuse. En 1663, faute d'argent, lourdement hypothéquée et acculée à la faillite, la société Notre-Dame cède la seigneurie à la compagnie de Saint-Sulpice<sup>7</sup>. Le 9 mars 1663, les « Messieurs », comme on les appelle couramment, reçoivent ainsi la seigneurie de Montréal

---

1. Benoît Grenier, *Brève histoire du régime seigneurial*, Montréal, Boréal, 2012, p. 21.

2. Dany Fougères, dir, *Histoire de Montréal et de sa région*, Québec, les presses de l'Université Laval, 2012, en ligne : <http://bit.ly/2DRYjAO>, consulté le 26 janvier 2018, p. 19.

3. Roland Viau, « Sur les décombres d'Hochelaga: 1535-1650 », dans Dany Fougères, dir, *Histoire de Montréal et de sa région*, Québec, les presses de l'Université Laval, 2012, en ligne : <http://bit.ly/2DRYjAO>, consulté le 26 janvier 2018, p. 91.

4. *Ibid.*, p. 93.

5. *Ibid.*

6. *Ibid.*, p. 115.

7. *Ibid.*, p. 116.

par un acte de donation. En échange, ils devront éponger les dettes contractées par la société de Notre-Dame. C'est une date clé dans l'histoire de la seigneurie de Montréal puisque les Sulpiciens seront les possesseurs de l'île de Montréal et de la seigneurie jusqu'à la dissolution du régime seigneurial au XIX<sup>e</sup> siècle<sup>8</sup>. Enfin, la seigneurie de Montréal, par sa taille relativement imposante et en raison de la forte croissance démographique, en viendra à avoir plusieurs arrière-fiefs. En effet, selon le répertoire des seigneuries, dix-sept concessions d'arrière-fiefs auront lieu sur le territoire de l'île<sup>9</sup>.

## Géographie de la seigneurie de Montréal

L'ipséité de la seigneurie de Montréal se révèle de bien des façons, notamment du point de vue de l'évolution géographique. En effet, dans les balbutiements de la colonisation, elle voit son territoire être modifié à quelques reprises. Lorsque de Lauson doit céder la seigneurie à la société de Notre-Dame-de Montréal en 1640, la Compagnie des Cent-Associés fait spécifier dans l'acte « que la colline et le haut de l'île à partir de quatre lieues du mont Royal seront réservés pour des postes de traite<sup>10</sup> ». La compagnie est tout à fait consciente que Montréal est l'île la mieux située pour faire la traite des fourrures et agit en conséquence. En guise de compensation, la compagnie accorde à la Société un domaine équivalent situé à l'est de la rivière de l'Assomption, qui deviendra plus tard la seigneurie de Saint-Sulpice<sup>11</sup>. En 1659, la Compagnie des Cent-Associés concède le haut de l'île à la Société, sauf la colline<sup>12</sup>. Enfin en 1663, la Société de Notre-Dame de Montréal cède tous ses droits aux Sulpiciens<sup>13</sup>.

Si nous voulons la définir sommairement, nous dirions que la seigneurie de Montréal, à partir des Sulpiciens, correspond à ce que nous connaissons actuellement comme l'île de Montréal. La ville de Montréal actuelle ne couvre pas tout le territoire de l'île et ne correspond, en conséquence, pas au territoire qui était couvert par la seigneurie. Ainsi, la seigneurie de Montréal est donc l'entièreté de l'île de Montréal, et constitue un passage obligé pour quiconque souhaite naviguer sur le fleuve en direction de l'Ouest et des pays d'en haut. Elle est l'île la mieux située pour le commerce des fourrures qui est la seule grande entreprise commerciale au XVII<sup>e</sup> siècle dans la colonie. Mais son emplacement insulaire stratégique a été un positionnement de choix tout au long des siècles et pas seulement à l'arrivée des Européens. En effet, selon Dany Fougères, elle offre « un espace de peuplement plus que favorable<sup>14</sup> ». Elle est « au cœur d'une plaine fertile, propice à la culture des céréales et à la pousse de fruits sauvages [...] et elle est de plus située au carrefour de voies navigables, ce

8. Viau, op. cit., p. 116.

9. Répertoire des seigneuries du Québec, outil de recherche inédit, issu des travaux des professeurs Benoît Grenier et Alain Laberge, seigneurie de Montréal.

10. Robert Rumilly, *Histoire de Montréal, tome 1*, Montréal, Fides, 1970, p. 28.

11. *Ibid.*

12. Ludger Beauregard, « Géographie historique des côtes de l'île de Montréal », *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 28, n° 73-74 (1984), p. 49.

13. Marcel Trudel, *Le terrier du Saint-Laurent en 1663*, Ottawa, Éditions de l'Université d'Ottawa, 1973, p. 13

14. Fougères, *Histoire de Montréal et de sa région*, p. 11.

qui accentue les qualités d'accueil<sup>15</sup> ». Comme il est ensuite précisé, « Amérindiens, premiers explorateurs et plus tard Montréalais ne se sont pas trompés sur les principaux avantages du site d'abord nommé Hochelaga, puis Ville-Marie et Montréal. À diverses époques, les uns et les autres ont compris la signification des choses en fonction de leurs intérêts<sup>16</sup> ». La seigneurie de l'île de Montréal est donc géographiquement très bien située, en plus d'avoir des sols de grande qualité, facteur non négligeable qui, à l'ère préindustrielle, est une considération essentielle à tout peuplement de territoire. Selon des propos qualitatifs de Gédéon de Catalogne, datant du début du XVIII<sup>e</sup> siècle, le territoire de Montréal et ses alentours serait l'endroit où les terres seraient les plus favorables à la culture dans l'ensemble de la vallée laurentienne.

### **Aperçu des alentours de la seigneurie**

La seigneurie de Montréal est une île et, en conséquence, n'a pas de jonction terrestre avec aucune autre seigneurie de la Nouvelle-France. Elle n'est pas désincarnée de son territoire toutefois et est constitutive d'un archipel, Hochelaga, dont certaines autres îles sont également des seigneuries. La seigneurie de l'Île-Jésus, immédiatement au nord, est aujourd'hui la ville de Laval. Au nord-ouest se trouve la seigneurie de l'Île Bizard qui porte toujours ce nom aujourd'hui, mais qui est désormais un arrondissement de la ville de Montréal. Au sud-ouest se trouve la seigneurie de l'Île Perrot qui porte toujours ce nom aujourd'hui, mais qui est composée de quatre municipalités. Plusieurs autres seigneuries plus petites – toutes des îles – sont présentes près de la seigneurie de Montréal, notamment, et toutes au sud de celle-ci, la seigneurie de l'Île-Sainte-Thérèse (appartient aujourd'hui à la municipalité de Varennes), la seigneurie de l'Île-Saint-Paul (aujourd'hui L'Île-des-Sœurs), la seigneurie des Îles-Bourbons (appartient aujourd'hui à la ville de Repentigny), la seigneurie des Îles-Courcelles et le fief de l'Île-aux-Hurons.

La seigneurie de Montréal n'est qu'une de trois seigneuries possédées par les Messieurs. Même si elle est évidemment le joyau de leurs propriétés, les Sulpiciens possèdent également la seigneurie du Lac-des-Deux-Montagnes, ainsi que la seigneurie de Saint-Sulpice.

Enfin, comme il s'agit d'une île, la seigneurie de Montréal est délimitée par des voies d'eau : le fleuve Saint-Laurent au sud et la Rivière-des-Prairies au nord.

---

15. *Ibid.*

16. Normand Perron, « Montréal et son environnement naturel », dans Dany Fougères (dir.), p. 39.

## Problématique

La seigneurie de l'île de Montréal a été unique à bien des égards. Propriété de longue date des Sulpiciens, elle constitue en effet un cas original sur bien des plans, notamment en ce qui a trait à l'abolition du régime seigneurial. En effet, le processus d'abolition y a été – ainsi que dans les deux autres seigneuries détenues par les Messieurs soit Saint-Sulpice et Deux-Montagnes (Oka) – différent des autres seigneuries de la province. Parce que certains des droits seigneuriaux (surtout le droit de lods et vente<sup>17</sup>) constituaient une entrave à la liberté de commerce, la seigneurie de Montréal a été l'objet d'une véritable campagne de la part du milieu d'affaires montréalais afin de mettre fin aux privilèges seigneuriaux des Messieurs. Cela résultera en une ordonnance, adoptée en 1840, qui mettra fin aux droits seigneuriaux honnis par la classe marchande<sup>18</sup>.

Ainsi, cet état de fait nous amène la réflexion suivante : en quoi l'abolition des droits seigneuriaux pour la seigneurie de Montréal constitue-t-elle un cas si unique dans le processus d'abolition au XIXe siècle? Ce premier questionnement nous conduit ensuite à nous demander si ce processus d'abolition distinct est responsable des traces qui semblent aujourd'hui, au dire des témoignages, être encore présentes dans la ville de Montréal.

## Ce qu'en dit l'historiographie

L'historiographie relative aux Messieurs de Saint-Sulpice est assez mince. Cette situation est bien analysée par Dominique Deslandres qui précise que ce n'est que depuis quelques décennies que les Sulpiciens ont manifesté le désir de faire l'histoire de leur communauté de façon plus scientifique et synthétique, en opposition à l'histoire plutôt providentielle et apologétique qui constitue une bonne partie de l'historiographie les concernant<sup>19</sup>.

Pour ce qui est de la question, *a priori* très factuelle, de l'abolition des droits seigneuriaux, celle-ci devrait, normalement, faire consensus dans l'historiographie. Or, ce n'est pas le cas puisque Fernand Ouellet, dans son monumental ouvrage *Histoire économique et sociale du*

---

17. Grenier, *Brève histoire du régime seigneurial*, p. 194.

18. Le nom complet de l'ordonnance : « Ordonnance pour incorporer les Ecclésiastiques du Séminaire de Saint-Sulpice de Montréal ; pour confirmer leur titre sur le fief et seigneurie de l'île de Montréal, le fief et seigneurie du lac des Deux-Montagnes, et le fief et seigneurie de Saint-Sulpice; pour pourvoir à l'extinction graduelle des droits et redevances seigneuriaux dans les limites desdits fiefs et seigneuries ; et pour autres fins ». Baillargeon, *La survivance du régime seigneurial à Montréal*, p. 63-64.

19. L'ouvrage dans lequel elle en arrive à ce constat *Les Sulpiciens de Montréal : Une histoire de pouvoir et de discrétions, 1657-2007*, découle d'ailleurs directement de la volonté des Sulpiciens de « baliser leur connaissance de soi par la connaissance historique ». La première autre grande synthèse sur les Sulpiciens serait un collectif rédigé sous la direction de Rolland Litalien en 1990 et intitulé *Le grand Séminaire de Montréal, 1840-1990*. Dominique Deslandres, « Histoire et mémoire de soi », dans Dominique Deslandres, John A. Dickinson et Ollivier Hubert, dir, *Les Sulpiciens de Montréal : Une histoire de pouvoir et de discrétion, 1657-2007*, Montréal, Fides, 2007, p.113.

*Québec 1760-1850 : structure et conjoncture*, parle plutôt d'une « réforme<sup>20</sup> » qui aurait été causée par la loi de 1854, en lieu et place d'une abolition. Baillargeon descend en flamme cette façon de concevoir la loi de 1854 et il prône qu'il n'y a pas lieu de douter du caractère abolitionniste de cette loi<sup>21</sup>. Michel Morissette, dans son mémoire de maîtrise, est probablement celui qui nuance le mieux l'interprétation que nous devrions en faire lorsqu'il dit que cette dernière (la loi de 1854) marque un tournant majeur, mais qu'elle ne constitue tout de même pas la fin réelle de ce qui a été l'institution seigneuriale<sup>22</sup>. Il nous semble que cette interprétation soit celle qui prévaut aujourd'hui, puisqu'elle est également celle de Benoît Grenier<sup>23</sup>. Lorsqu'on considère qu'il y a toujours des actes de commutation qui sont émis aujourd'hui, nous sommes naturellement enclins à partager la vision historiographique de Grenier et Morissette.

Quant à la question de l'abolition des droits seigneuriaux pour la seigneurie de Montréal, la meilleure synthèse sur le sujet a été réalisée par Georges Baillargeon dans son ouvrage *La survivance du régime seigneurial à Montréal* où il traite spécifiquement de cette question. La question de l'abolition du régime seigneurial spécifiquement pour la seigneurie de Montréal y est ainsi traitée très largement, que ce soit en amont des différentes législations et ordonnances abolitionnistes, qu'en aval avec les restes du régime seigneurial qui ont persisté depuis. L'unicité du cas de Montréal dans le processus d'abolition seigneuriale au XIX<sup>e</sup> siècle est reconnue par tous les historiens ayant travaillé sur la question<sup>24</sup>. Cet aspect ne donne lieu à aucun débat et est largement accepté<sup>25</sup>.

## Hypothèse

Les pressions menées par le milieu des affaires montréalais ont joué un rôle considérable dans le processus décisionnel qui mènera, ultimement, à l'abolition du régime seigneurial dans la seigneurie de Montréal en 1840, plus d'une décennie avant que le régime seigneurial ne soit aboli au Québec. Ainsi nous estimons que l'unicité du processus d'abolition, tel qu'il

---

20. Sa formulation exacte est la suivante : « il n'y aura en 1854 qu'une réforme et non une abolition de la seigneurie ». Un peu plus loin, il récidive en disant : « la seigneurie, telle que réformée par cette législation ». Citations prise dans Georges Baillargeon, « À propos de l'abolition du régime seigneurial », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 22, n° 3 (décembre 1968), p. 365.

21. Baillargeon, à propos de l'abolition du régime seigneurial. Cette publication scientifique se veut incroyablement critique de l'approche de Ouellet, en lui reprochant notamment ses errements méthodologiques ainsi que ses contradictions.

22. Michel Morissette, « Les persistances de l'« Ancien Régime » québécois : seigneurs et rentes seigneuriales après l'abolition (1854-1940) », Mémoire de maîtrise, Université de Sherbrooke, (histoire) 2014, p. 3.

23. Grenier résume la situation ainsi : « La loi adoptée en sera finalement une d'abolition, incluant des avantages substantiels pour les seigneurs. Cette abolition ne sera cependant pas complète et définitive et maintiendra partiellement la propriété seigneuriale ». Benoît Grenier, *Brève histoire du régime seigneurial*, p. 203-204.

24. Brian Young, *In Its Corporate Capacity. The Seminary of Montreal as a Business Institution 1816-1876*, Montréal/Kingston, McGill/Queen's University Press, 1986, p. 204.

25. Robert C.H. Sweeny, « Paysans et propriété : La commutation à Montréal, 1840-1859 », dans Christian Dessureault, John A. Dickinson et Joseph Goy (dir.), *Famille et marché au XVI<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle*, Québec, Septentrion, 2003, p. 161-166.

s'est exercé dans la seigneurie de Montréal, est directement responsable des subsistances de l'institution seigneuriale qui semblent persister encore aujourd'hui.

## **Présentation des sources orales**

Nous allons travailler avec deux témoignages oraux dans le cadre de la troisième partie de cet article. Le premier des deux témoignages est celui qui a été réalisé au mois de mai 2015 par Michel Morissette, qui interviewait alors le notaire André Dufresne. Le second témoignage a été réalisé par Benoît Grenier, au mois de décembre 2017, qui a alors interviewé Mgr Émilien Goulet. Le témoignage de M<sup>e</sup> Dufresne porte essentiellement sur les souvenirs qu'il a de ses rencontres avec les Sulpiciens à l'époque où il était un notaire actif dans la région de Montréal. Il y aurait travaillé de la fin de son parcours académique en notariat en 1976 à l'Université de Montréal, jusqu'à la fin des années 1980.

Le témoignage de Mgr Goulet couvre plus large que le premier – il est plus long aussi – et est rempli d'une sorte d'humilité propre à l'évêque qui nous frappe à l'écoute. Le sentiment de contribution à la société et la fierté – une fierté positive et constructive et non arrogante – sont les éléments centraux qui ressortent de son témoignage. Ainsi, beaucoup d'informations pourraient être exploitées, mais nous nous concentrerons sur la partie du témoignage où l'intervieweur amène Mgr Goulet à répondre au témoignage de M<sup>e</sup> Dufresne. Nous procéderons à une analyse comparative entre les deux témoignages puisque, sans être antinomiques, ceux-ci ne concordent pas parfaitement.

# **Histoire**

## **Les sulpiciens, propriétaires historiques de la seigneurie de Montréal**

Les Sulpiciens sont intrinsèquement liés à l'histoire de la seigneurie de Montréal. Comme nous l'avons déjà vu sommairement, ils seront, à l'exception des premières décennies de la seigneurie, les seuls seigneurs de celle-ci. L'histoire des Sulpiciens au Canada commence réellement à l'arrivée de quatre d'entre eux dans l'établissement de Ville-Marie en août 1657<sup>26</sup>. Les Sulpiciens ont, dans les débuts de la colonie, une vocation missionnaire et participent à l'évangélisation des autochtones<sup>27</sup>. Cette vocation s'ajoute à celle, la première de

---

26. John A. Dickinson, « Les Sulpiciens au Canada », dans Dominique Deslandres, John A. Dickinson et Ollivier Hubert, dir., *Les Sulpiciens de Montréal*, p. 33.

27. Dominique Deslandres, « Les fondations », dans Dominique Deslandres, John A. Dickinson et Ollivier Hubert, dir., *Les Sulpiciens de Montréal*, p. 31. Mais, comme les Jésuites ont la main haute sur l'évangélisation, l'effort des Sulpiciens en ce domaine restera limité et ils devront donc « renoncer à porter la parole de Dieu aux nations étrangères, oublier la griserie d'un martyr toujours possible, pour exercer un ministère banal auprès des habitants qui n'attendent pas l'évangélisation, mais des services ». Louise Dechêne, *Habitants et marchands de Montréal au XVII<sup>e</sup> siècle*, Montréal, Boréal, 1988, p. 453.



leur ordre, de l'éducation des prêtres<sup>28</sup>. La responsabilité seigneuriale acquise avec l'acceptation du don de la seigneurie de Montréal en 1663 fait des Sulpiciens des « bâtisseurs », responsables de la construction des infrastructures nécessaires pour la seigneurie<sup>29</sup>. Ne constituant pas un ordre religieux, mais une compagnie de prêtres séculiers, ils évitent le sort des Jésuites et des Récollets à la Conquête – ces deux ordres sont interdits de recruter et ne peuvent donc, à terme, que disparaître corps et âme –, mais ils doivent changer leurs méthodes de recrutement puisqu'ils ne recrutaient alors qu'en France<sup>30</sup>. La séparation entre le séminaire de Saint-Sulpice de Paris et le séminaire de Montréal est confirmée en 1764, ce qui fait du séminaire de Montréal une compagnie indépendante, n'ayant plus d'attache, théoriquement, avec la France<sup>31</sup>. Mais la Conquête marque également le début d'une très longue période d'instabilité pour les Sulpiciens, qui voient la légitimité de leurs possessions mise en doute. Cet état de fait, qui les placera dans une position difficile, perdurera jusqu'à l'adoption d'une charte le 8 juin 1840<sup>32</sup>.

Les Sulpiciens sont les premiers à projeter une organisation spatiale de tout le territoire de la seigneurie de Montréal. Comme le dit Robert : « si leur impact sur la ville (de Montréal) au XX<sup>e</sup> siècle est limité, on ne peut en dire autant de leur action au XVII<sup>e</sup> siècle, alors que leurs décisions sont fondamentales pour l'orientation et le développement de la ville et de l'île<sup>33</sup> ». C'est d'autant plus vrai, car, comme il le spécifie : « plus l'influence est ancienne, plus elle est décisive, car elle conditionne le développement ultérieur [...] c'est le cas pour la grille des rues de ville de même que pour les structures rurales, religieuses et routières de l'île [...] les Sulpiciens ont donc laissé une empreinte durable, à la fois sur la ville et sur l'île<sup>34</sup> ». L'organisation de l'espace de la ville et de l'espace rural au XVII<sup>e</sup> siècle incombera à Dollier de Casson<sup>35</sup>. L'organisation et la planification spatiale de la seigneurie dans son premier

28. Ollivier Hubert mentionne que dans les autres provinces sulpiciennes, la formation des prêtres constitue l'activité première. Au Canada, les Sulpiciens en feront davantage, notamment avec les missions d'évangélisation, mais également avec l'instruction de l'enfance et l'éducation de la jeunesse. Ollivier Hubert, « Petites écoles et collèges Sulpiciens », dans Dominique Deslandres, John A. Dickinson et Ollivier Hubert, dir., *Les Sulpiciens de Montréal*, p. 395.

29. Dickinson, « Les Sulpiciens au Canada », p. 40-41.

30. Dans les faits, ils restent très sélectifs dans leur façon de recruter. Malgré le fait qu'ils ne peuvent plus recruter en France, les Sulpiciens demeurent très frileux à recruter au Canada, où ils n'ont pas tradition de le faire, mais également parce qu'ils ne croient pas y trouver, même dans l'élite coloniale, des candidats susceptibles de répondre à leurs exigences sociales et intellectuelles. Sylvie Dépatie, Mario Lalancette et Christian Dessureault, *Contributions à l'étude du régime seigneurial canadien*, Montréal, Hurtubise, 1987, p. 161.

31. L'acte de cession de biens est rédigé le 29 avril 1764. Une clause, tenue secrète, mentionne que si le Canada devait, d'une façon ou d'une autre, retourner à la France, le séminaire de Saint-Sulpice à Paris « rentrerait dans ses anciennes possessions », c'est-à-dire que la cession au séminaire Saint-Sulpice de Montréal serait nulle et non avenue. Dickinson, « Les Sulpiciens au Canada », p. 46.

32. Dickinson, « Les Sulpiciens au Canada », p. 58.

33. Jean-Claude Robert, « Les Sulpiciens et l'espace montréalais », dans Dominique Deslandres, John A. Dickinson et Ollivier Hubert dir., *Les Sulpiciens de Montréal*, p. 155.

34. *Ibid.*, p. 155-156.

35. Ce dernier fut le supérieur des Sulpiciens pendant deux périodes, distinctes. La première fut de 1671 à 1674 et la seconde fut de 1678 à 1701. Informations prises sur le site du dictionnaire biographique du Canada, en ligne : <https://bit.ly/2GEWTMd>.

siècle d'existence sont très largement conditionnées par la menace iroquoise, ce qui incite de Casson à faire établir les censitaires sur les côtes et à construire des forts pour protéger les habitants<sup>36</sup>. Une étape importante dans cette logique que nous pourrions qualifier de « concession défensive » est la concession de deux arrière-fiefs en 1670 et en 1671 aux deux extrémités de l'île. Ces deux arrière-fiefs sont concédés à des militaires du régiment Carignan-Salières, et comme nous l'avons déjà mentionné, dans une optique de protection de l'île<sup>37</sup>. En 1698, il y a 1185 personnes qui résident à Ville-Marie et seulement 603 dans le reste de l'île<sup>38</sup>. Il faudra donc attendre la grande paix de Montréal en 1701, évènement significatif à plusieurs égards, avant de pouvoir procéder plus aisément à la colonisation de toute l'île<sup>39</sup>. Cette paix change durablement la méthode de colonisation, puisque, débarrassés de la menace iroquoise, les Sulpiciens peuvent plus aisément consentir des censives dans l'ensemble de leur territoire seigneurial montréalais. La population de la seigneurie connaît ainsi une croissance remarquable dans la première moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, passant de 2 969 habitants en 1700 à 11 566 habitants au moment de la reddition de la ville en 1760 durant la guerre de conquête<sup>40</sup>. Il y a, au moment de la conquête, davantage de population située dans le reste de l'île – on parle de 919 familles – que dans Montréal et ses faubourgs, où 832 familles y sont agglomérées<sup>41</sup>. La seigneurie de Montréal est à la chute de la Nouvelle-France la plus peuplée de celle-ci, avec plus de 16 % de la population de la colonie<sup>42</sup>.

### **La Conquête, origine de bien des maux des Sulpiciens**

La Conquête et le traité de Paris sont des moments charnières dans l'histoire du Canada. Si le second signe l'arrêt de mort définitif de la Nouvelle-France – qui était sous le respirateur artificiel d'un régime militaire depuis trois années – c'est néanmoins le premier de ces deux évènements qui est largement responsable du fait que la colonie tombe dans l'escarcelle de l'Empire britannique en 1763. Si le régime militaire préservait un certain statu quo, la confirmation que la colonie devient britannique change complètement la donne à bien des niveaux, notamment pour ce qui est de l'institution seigneuriale. Pour les communautés ecclésiastiques, leur position dominante dans le groupe des seigneurs lors de l'époque de

36. Le premier plan terrier de Montréal démontre bien la prépondérance des censives accordées sur le long des côtes de l'île de Montréal. L'annonce de l'arrivée du régiment de Carignan-Salières en 1665 rassure la population pour un certain temps et permet d'aller habiter des terres qui s'éloignent du foyer original de Ville-Marie. Ludger Beauregard, « Géographie historique des côtes de l'île de Montréal », *Cahiers géographiques du Québec*, vol. 28, n° 73-74 (1984), p. 52.

37. *Ibid.*

38. *Ibid.*

39. Dickinson, « Les Sulpiciens au Canada », p. 41.

40. *Ibid.*, p. 42.

41. Roland Viau, « Cohabiter avec et contre l'autre : Canadiens et Britanniques à Montréal avant 1800 », dans Dany Fougères dir, *Histoire de Montréal et sa région*, p. 243.

42. Ce calcul est de notre part et s'est fié sur les nombres que Roland Viau avance dans le collectif sous la direction de Fougères. Le nombre de la population totale de la Nouvelle-France est chiffré à 70 000, mais plusieurs autres sources laissent également voir le nombre de 65 000. La proportion serait donc plus grande dans ce deuxième cas de figure. Sur le fond, sans ergoter, la seigneurie de Montréal reste tout de même la plus peuplée de la colonie.

la Nouvelle-France est mise à mal. En effet, de près du quart du total des propriétés à la Conquête, le groupe religieux n'est plus propriétaire que d'environ 7 % des fiefs de la colonie en 1854<sup>43</sup>. Cette situation est en large partie causée par la situation des Jésuites, qui ne peuvent plus recruter à partir de la Conquête et qui perdent tous leurs biens au profit de la couronne lorsque le dernier d'entre eux, le père Casot, décède en 1800<sup>44</sup>.

Pour revenir à la question plus spécifique des Sulpiciens au lendemain de la Conquête, la cession des fiefs du Séminaire de Saint-Sulpice de Paris au séminaire de Saint-Sulpice de Montréal n'a pas réglé tous les problèmes, peu s'en faut. En effet, le séminaire de Montréal n'est pas constitué en corporation civile, ce qui ouvrira la porte à un lot de contestations envers les Messieurs<sup>45</sup>. Nous allons tenter de dresser un portrait sommaire de cette histoire qui, en plus d'être complexe, a traîné en longueur sur la période de 1760 à 1841<sup>46</sup>.

### **Des droits seigneuriaux qui nuisent au commerce**

Dès la Conquête, le régime seigneurial, a fortiori dans les villes, est perçu comme un anachronisme de la part du conquérant. En effet, par sa structure, il est perçu comme paralysant le commerce et les industries, et cela allait en empirant avec le temps<sup>47</sup>. Trois droits seigneuriaux faisaient généralement les choux gras des plaintes des capitalistes et des industriels. Celui qui était le plus lourd était le droit de lods et ventes, qui consistait en une somme payable au seigneur lors de la vente d'une propriété. Il était normalement de la valeur d'un douzième de la propriété vendue<sup>48</sup>. Ce droit pouvait devenir extrêmement onéreux puisque, par exemple, « un censitaire qui avait érigé un immeuble d'un montant de £ 12 000 sur un terrain qui n'en valait pas cent et qui réussissait à le revendre au prix coûtant perdait £ 1000 néanmoins dans la transaction en droit de mutation dû au seigneur<sup>49</sup> ». Les droits de banalité étaient également un objet de frustration puisque l'obligation d'aller faire moudre

---

43. Benoît Grenier, « L'Église et la propriété seigneuriale au Québec (1854-1940) : continuité ou rupture ? », *Études d'histoire religieuse*, vol. 79, n° 2 (2013), p. 25.

44. *Ibid.*, p. 26.

45. Comme le précise Baillargeon : « Le séminaire Saint-Sulpice de Paris [...] avait rédigé un soi-disant acte de donation en faveur du séminaire de Montréal, donation qui ne pouvait avoir de valeur qu'autant que le séminaire de Montréal eût une existence légale comme société distincte du Séminaire de Paris [...] or, le séminaire de Montréal n'avait pas de charte ». Georges Baillargeon, *La survivance du régime seigneurial à Montréal. Un régime qui ne veut pas mourir*, Ottawa, Le cercle du livre de France, 1968, p. 20.

46. Le livre de Baillargeon éclairerait sans doute quiconque s'intéresserait à cette question spécifique puisqu'il est très complet. Nous résumerons ici plus d'une centaine de pages du livre en quelques lignes. Le lecteur ne doit pas perdre de vue les nombreuses personnes impliquées, les intérêts divergents des différents partis et le nombre d'années sur lesquels la situation a évolué pour être en mesure de comprendre la complexité, notamment juridique, de cette question.

47. Baillargeon, *La survivance*, p. 18.

48. *Ibid.*

49. Le droit de mutation était en effet calculé sur la valeur non seulement du terrain, mais également des constructions qu'il portait. Baillargeon précise que le second vendeur puis le troisième et ainsi de suite devaient également se désister, en faveur du seigneur, d'un douzième de l'argent reçu dans la transaction. On comprend aisément la frustration qu'une telle situation devait amener chez ceux qui avaient des constructions onéreuses. *Ibid.*, p. 19.

au moulin du seigneur interdisait l'érection d'aucun moulin privé dans la seigneurie<sup>50</sup>. Enfin, le droit de cens et de rentes était dénoncé de façon moins vindicative, car il était peu élevé. Il constituait en une somme fixe, proportionnée à la grandeur du terrain et due chaque année par le censitaire à son seigneur<sup>51</sup>.

## Une longue incertitude

La validité du titre des Sulpiciens est mise en doute en 1774, mais le gouvernement ne prend à ce moment aucune poursuite contre les Sulpiciens<sup>52</sup>. Une nouvelle étude des droits sa lieu en 1789, et les conseillers juridiques du gouverneur en arrivent à la conclusion que les Sulpiciens n'ont pas les droits sur les propriétés en possession du séminaire. Encore une fois, le gouvernement ne prend pas de mesure contre l'institution. Deux autres études en 1804 et 1811 arrivent à la conclusion que le Séminaire n'a pas d'existence légale comme société et, qu'en conséquence, ses propriétés devraient appartenir au gouvernement. Encore une fois, l'inertie du gouvernement empêcha des développements dans cette affaire et le statu quo fut maintenu<sup>53</sup>. En 1816, le Séminaire poursuit en justice un prénommé Fleming, qui s'est fait construire un moulin à farine, ce qui porte préjudice au droit de banalité. L'avocat de ce dernier contesta à son tour l'existence légale des Sulpiciens en tant que seigneurs de Montréal. La Cour du banc du Roi donne d'abord raison aux Sulpiciens<sup>54</sup>. La cour d'appel, après que Fleming y eut porté la cause, consulte ensuite les plus hautes autorités judiciaires de France pour avoir le cœur net sur la validité de l'acte de donation qu'avait octroyé le séminaire de Saint-Sulpice à Paris et qui était l'argument de défense le plus « puissant » des Sulpiciens<sup>55</sup>. La réponse de ces dernières est catégorique, l'acte est nul et sans valeur, si bien que les Sulpiciens sont déboutés<sup>56</sup>. La situation du Séminaire n'est pas des plus confortables, il va sans dire. Le gouverneur Richmond profite alors de l'inquiétude dans laquelle se trouvent les Sulpiciens pour négocier avec eux, mais les pourparlers sont interrompus par la mort de ce dernier, laissant planer la même inquiétude vivace au-dessus du Séminaire. Ce n'est qu'avec l'agitation politique, qui mène aux rébellions des patriotes de 1837-1838, qu'un développement semble en mesure de s'effectuer<sup>57</sup>. En effet, la loyauté sans faille de Saint-Sulpice envers le gouvernement les amènera à négocier une entente avec le gouver-

---

50. *Ibid.*

51. *Ibid.*

52. À partir de 1781, les Sulpiciens pensent avoir un bon point pour eux lorsqu'ils sont autorisés à prêter foi et hommage au gouverneur pour leur seigneurie de Montréal. Ils croyaient que le roi ne pouvait, après leur avoir autorisés à remplir cette formalité, remettre la légitimité de leur titre en doute. Baillargeon stipule que cette façon de penser n'était « vraiment pas fort, car ou bien on a un titre ou bien on n'en a pas (*sic*) ». *Ibid.*, p. 21.

53. *Ibid.*, p. 22.

54. Grenier, *Brève histoire du régime seigneurial*, p. 195.

55. Un sulpicien a déjà écrit, à propos de cet acte de donation, qu'il était « un véritable monument de prudence et de clairvoyance » et que contre lui « se heurteront toutes les tentatives de spoliation ». Il s'agit d'un euphémisme que de dire que les hommes de loi de l'époque n'ont pas été de cet avis.

56. Baillargeon, *La survivance*, p. 22-23.

57. John A. Dickinson, « Seigneurs et propriétaires : une logique ecclésiastique de l'économie », dans Dominique Deslandres, John A. Dickinson et Ollivier Hubert, dir., *Les Sulpiciens de Montréal.*, p. 188.

nement britannique<sup>58</sup>. Cette dernière, signée en 1840, marquera la fin d'une époque, celle des Sulpiciens comme seigneurs de la seigneurie de Montréal.

Un mot en terminant sur la population de la ville de Montréal durant la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Lorsqu'il se promène au Bas-Canada pour faire ses observations, Bouchette note que la ville de Montréal (qu'il qualifie par ailleurs de superbe) compte désormais 15 000 âmes, « et qu'elle rivalise avec la capitale du Canada et la surpasse certainement comme ville de commerce<sup>59</sup> ». Cette réalité de ville commerciale se confirmera tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle, car Montréal bénéficiera du développement rapide du Haut-Canada pour se développer un important *hinterland*, puis bénéficiera de la première industrialisation au mitan du siècle<sup>60</sup>. En 1844, la population de la ville s'établit à 44 600, à 57 800 moins d'une décennie plus tard et dépasse 90 000 en 1861. Elle est, à cette époque, la plus grande ville des colonies britanniques d'Amérique du Nord<sup>61</sup>. Devant un tel dynamisme, il nous est aisé de comprendre la pression que les marchands et commerçants de tout acabit ont effectuée durant la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle sur les pouvoirs coloniaux afin de se débarrasser du régime seigneurial dans la seigneurie de Montréal.

## L'abolition

### L'ordonnance de 1840

Après une première version en 1839, une seconde ordonnance est rédigée en 1840 et adoptée le 8 juin 1840. La question de l'incorporation du séminaire de Montréal a fait couler énormément d'encre et mené à des campagnes journalistiques, que ce soit en faveur des Messieurs ou en leur défaveur (ce qui fut l'apanage essentiellement des journaux anglophones de Montréal), à des pétitions présentées à Londres et à toutes sortes d'autres polémiques très intéressantes qui seraient malheureusement trop longues à expliquer ici<sup>62</sup>. L'essentiel à cette date est que les Sulpiciens et le Séminaire de Montréal se voient reconnaître juridiquement comme une société et qu'ils ont désormais droit à tous les privilèges attachés à cette qua-

---

58. Langlois nous résume particulièrement bien la situation lorsqu'il dit : « Par ailleurs, on ne peut finalement laisser de côté l'influence des sulpiciens français de Montréal. Composé en grande partie de prêtres ayant connu les effets désastreux de la Révolution française et des guerres napoléoniennes, le groupe des sulpiciens, solidement implanté dans la ville de Montréal, amena beaucoup de curés et de nombreux laïcs à réagir contre le mouvement insurrectionnel. Bien que cette influence ait été diffuse, elle fut si grande au dire du général anglais Colborne que le Séminaire avait plus contribué, selon lui, à abattre la rébellion que tous ses régiments ». Jean-Pierre Langlois, « l'Église face aux Patriotes en 1837-1838 », *Société canadienne d'histoire de l'Église catholique*, vol. 51 (1984), p. 30.

59. Joseph Bouchette, *Description topographique de la province du Bas-Canada : avec des remarques sur le Haut-Canada et sur les relations des deux provinces avec les États-Unis de l'Amérique*, Londres, W. Faden, 1815, p. 156.

60. Jean-Claude Robert, « Urbanisation et population : le cas de Montréal en 1861 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 35, n° 4 (mars 1982), p. 524.

61. Elle surpasse aisément Québec (population de 51 109) et Toronto (population de 44 821). *Ibid.*, p. 523-524.

62. Voir pour toutes ces intéressantes intrigues le chapitre IV de Baillargeon « La survivance du régime seigneurial à Montréal ».

lité. Ainsi, tous les droits et titres du Séminaire, ainsi que ses créances, hypothèques, etc., sont reconnus comme étant valides<sup>63</sup>. L'ordonnance permet donc à tous ceux qui tiennent « du Séminaire de Montréal des terres en rotures, de les affranchir, du consentement mutuel des parties<sup>64</sup> » et confirme ainsi en retour au Séminaire « ses titres jusqu'ici douteux sur ses seigneuries<sup>65</sup> ». Cette ordonnance, qui soulage évidemment les Sulpiciens et met un terme à des contestations qui perduraient depuis la Conquête 80 années auparavant, marque un tournant majeur dans l'histoire du régime seigneurial. En effet, pour la première fois, il est permis à des censitaires de racheter les droits des seigneurs. C'est tout le fondement du régime seigneurial, de la féodalité d'Ancien Régime, qui est brisé par cette possibilité désormais accessible aux censitaires de ce qui était la seigneurie de Montréal<sup>66</sup>. Il ne nous semble donc plus possible, à partir de cette date, de parler de seigneurie pour Montréal et les autres propriétés des Sulpiciens puisque le lien vassalique est rompu par la possibilité du censitaire de le racheter. D'un autre côté, la parole de Charles Buller, qui mentionne que Montréal est désormais « affranchie des entraves féodales<sup>67</sup> » dénote clairement qu'il n'y a pas que les Sulpiciens qui poussent un soupir de soulagement. Les industriels sont ravis de voir cette « aberration d'un autre temps » être enlevée et sont parmi les premiers, avec les commerçants, à racheter les droits seigneuriaux afin d'être en mesure de profiter pleinement du fruit de leur labeur<sup>68</sup>. C'est par ailleurs cette ordonnance de 1840, qui rendit possible la commutation dans les seigneuries détenues par les Sulpiciens, qui servira de modèle à la loi de 1854 qui « abolira » le régime seigneurial au Québec.

### **La loi de 1854, préjudiciable pour les Messieurs**

Si elle demeure la loi la plus connue dans tout le processus abolitionniste du régime seigneurial, la loi de 1854 n'a aucun effet sur les seigneuries ayant appartenu aux Messieurs. En effet, comme les propriétés des Sulpiciens ont déjà fait l'objet d'une commutation partielle en 1840, on exclut les anciennes possessions des Sulpiciens de la loi de 1854<sup>69</sup>. Si une telle loi d'abolition générale du régime seigneurial dans la province de Québec semblait inéluctable depuis un bon moment déjà<sup>70</sup>, l'exclusion des anciennes propriétés des Sulpiciens de celle-ci causa certains préjudices aux Messieurs. En effet, des avantages substantiels pour les seigneurs, notamment des indemnités pour les droits casuels, étaient fournis par le tré-

---

63. *Ibid.*, p. 64.

64. *Ibid.*

65. *Ibid.*

66. L'ordonnance de 1840 concerne également les autres propriétés des Messieurs, soit les seigneuries de Saint-Sulpice et de Lac-des-Deux-Montagnes.

67. Baillargeon, *La survivance*, p. 97.

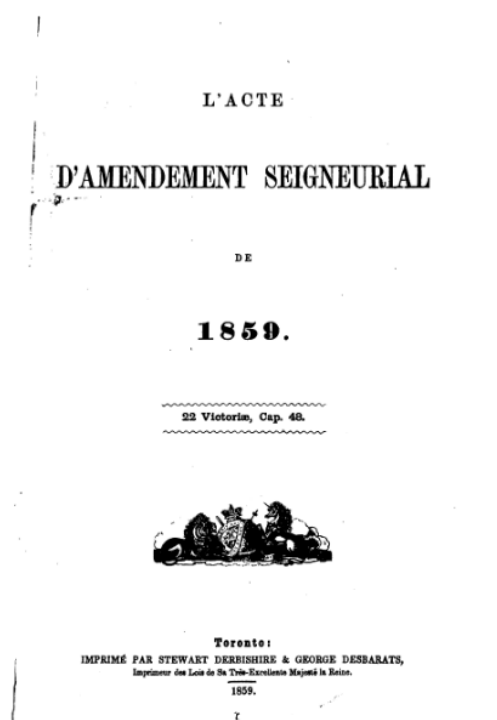
68. Baillargeon affirme que le résultat de l'ordonnance de 1840 fut que « seuls les industriels, les commerçants et les riches de la ville s'étaient prévalus de la permission de racheter les droits seigneuriaux ». *Ibid.*, p.106-107.

69. Grenier, *Brève histoire du régime seigneurial*, p. 196.

70. Il y a longtemps que l'on parle d'abolition du régime seigneurial au Bas-Canada. L'élection de 1854 se jouera d'ailleurs presque exclusivement sur cette question. Georges Baillargeon, « La tenure seigneuriale a-t-elle été abolie par suite des plaintes des censitaires ? », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 21, n°1 (juin 1967), p. 75.

sor public, mais les trois seigneuries des Sulpiciens s'en retrouvaient exclus, ce qui privait les Sulpiciens de cet avantage<sup>71</sup>. Également, pour les censitaires des seigneuries sulpiciennes, comme les commutations étaient volontaires<sup>72</sup>, la majorité d'entre eux ne les avaient pas effectuées et se retrouvait donc à devoir payer des droits casuels alors que ceux-ci étaient abolis partout ailleurs dans la province<sup>73</sup>. Cette situation, défavorable autant pour les anciens censitaires que pour les seigneurs, ne pouvait évidemment durer éternellement. Ils se retrouvaient, alors qu'ils avaient été les précurseurs de l'abolition et pendant un certain temps en avance sur leur temps, être désavantagés par une loi générale qui s'était inspirée de leur loi comme modèle et maintenant les retournait derrière le reste de la province! Autant les censitaires que les seigneurs réclamèrent ce qu'ils considéraient comme leur étant dû et cherchèrent à reprendre ce dont l'ordonnance de 1840 les privait désormais. Pour ces raisons, et suite à certaines pressions, on réussira à arracher une nouvelle loi au gouvernement en 1859. Celle-ci sera intitulée *Acte d'amendement seigneurial de 1859*. Il était désormais possible, pour les Sulpiciens et pour ceux qui restaient sur les territoires de leurs anciennes seigneuries, de rejoindre le reste de la province et de réparer les désavantages auxquels l'ordonnance de 1840 – de façon tout à fait paradoxale – les avait exposés.

#### Illustration 1 – L'acte d'amendement seigneurial de 1859



71. Baillargeon, *La survivance du régime seigneurial à Montréal*, p. 107.

72. La loi de 1854 rend la commutation obligatoire.

73. Baillargeon, *La survivance du régime seigneurial à Montréal*, p. 107.

## La loi de 1859

La loi de 1859 déclare ainsi que les seigneuries de Saint-Sulpice et du Lac-des-Deux-Montagnes, ainsi que les parties de la seigneurie de l'île de Montréal situées en dehors des limites de la cité et de la paroisse du même nom, tombe désormais « sous les dispositions de l'acte seigneurial de 1854, et des actes qui l'amendent<sup>74</sup> ». Les seigneuries ayant appartenu aux Sulpiciens rejoignent donc l'ensemble des autres seigneuries de la province dans le processus d'abolition et suivront désormais le même cheminement que celles-ci<sup>75</sup>. On note toutefois que la loi exclut « la cité et la paroisse de Montréal » de ce processus de « rattrapage abolitionniste »<sup>76</sup>. Dans cette partie de l'ancienne seigneurie de Montréal, les lods et ventes et les droits casuels sont également abolis – comme ailleurs –, mais la loi les remplace par un « droit de commutation à être calculé en la matière prescrite par l'ordonnance<sup>77</sup> ». Ce droit de commutation est payable au séminaire à la première mutation de propriétaire, que cette dernière ait lieu de quelque manière que ce soit<sup>78</sup>. Ainsi, le gouvernement règle la situation des seigneuries des Sulpiciens, mais pas complètement... Rien ne nous semble simple quand il est question de légiférer dans le domaine seigneurial, autant dans le cas des propriétés des Sulpiciens que dans le reste de la province. Les persistances qui subsisteront pendant de – très – nombreuses décennies après la loi de 1854 tendent à renforcer notre perception d'un processus extrêmement complexe.

## L'acte seigneurial refondu de 1861

La loi de 1859 a divisé pour toujours dans le processus d'abolition « la cité et la paroisse de Montréal » du reste de l'île. Nonobstant une loi en 1860 qui a dû être appliquée pour régler les problèmes relatifs à certains arrière-fiefs, une autre loi fut adoptée en 1861 afin de grouper toute la législation relative à l'abolition de la tenure seigneuriale<sup>79</sup>. Il s'agit d'une refonte des lois regroupées, qu'on souhaite uniformiser<sup>80</sup>. Le seul changement apporté est à l'ordonnance de 1840 (qui on le rappelle, concerne maintenant seulement la « paroisse

---

74. *Ibid.*, p. 108.

75. Les seigneuries de Saint-Sulpice et de Lac-des-Deux-Montagnes (Oka) se retrouvent ainsi dans les dossiers du *Syndicat national du rachat des rentes seigneuriales*. Malgré la pertinence que ces seigneuries ont eue en tant qu'entités constitutives de l'ensemble seigneurial des Sulpiciens, nous avons fait le choix méthodologique de ne pas les aborder dans ce travail de recherche afin de nous concentrer uniquement sur l'île de Montréal.

76. Les raisons de cette exclusion nous semblent pour le moins nébuleuses, n'étant mentionnées ni par Baillargeon dans son maître ouvrage sur la question ni par Young ni par Sweeny.

77. Baillargeon, *La survivance*, p. 109.

78. Il y avait des exceptions à cette règle. Par exemple, dans les cas de succession ou de legs, le droit de commutation n'était exigible par le Séminaire que dix ans après le décès de la personne qui avait légué l'immeuble. Cela devait permettre de régler la succession. *Ibid.*, p. 109.

79. Il s'agit, de son nom complet, *L'Acte concernant l'abolition générale des droits et devoirs féodaux*, qui pris le nom abrégé d'*Acte seigneurial refondu*. Baillargeon, *La survivance*, p. 114.

80. On fait les changements nécessaires à la bonne compréhension de la loi, modifiant les temps de verbes ici et là, on laisse tomber les clauses périmées et on change les appellations de monnaies, exprimant en « piastres » ce qu'on exprimait en « Louis » par exemple. *Ibid.*



et la cité de Montréal ») dans le but de la clarifier. Or, non seulement on ne la clarifie pas selon Baillargeon, mais les dispositions que l'on prend et le choix de mots que l'on effectue amènent des contradictions et des illogismes dans la loi, si bien que l'ordonnance de 1840 et les taux qui y sont prescrits resteront ceux observés par les Sulpiciens<sup>81</sup>. C'est donc dire que la loi de 1859 est la dernière législation qui porta sur « la cité et la paroisse de Montréal », puisque la loi de 1940 l'exclura<sup>82</sup>.

### **Les cadastres abrégés**

Comme la loi de 1854, par le biais de la loi de 1859, s'applique à une partie de ce qui fut la seigneurie de Montréal, nous possédons des informations partielles relatives au processus d'abolition général pour notre seigneurie, pour la partie de la seigneurie concernée. Lorsque le gouvernement procède aux indemnisations des seigneurs pour les pertes encourues par l'abolition définitive du régime, les Sulpiciens recevront, pour la partie de la seigneurie étant maintenant soumise à cette loi (celle en dehors de la cité et la paroisse de Montréal), le montant de 264 335.12 \$<sup>83</sup>. Il s'agit d'une somme considérable pour les Messieurs, qui s'ajoutera aux montants qu'ils recevront pour les deux autres seigneuries en leur possession<sup>84</sup>.

### **Le syndicat national du rachat des rentes seigneuriales**

De longues décennies après l'acte d'abolition, de nombreux ex-censitaires continuent de payer les rentes constituées, se prévalant ainsi de l'une des options permises par la loi de 1854<sup>85</sup>. Pour mettre fin une fois pour toutes à cette persistance qui avait encore cours dans plus de 200 anciennes seigneuries, le *Syndicat national du rachat des rentes seigneuriales* fut créé, avec pour objectif de faire disparaître toute trace de l'institution seigneuriale dans la province. Le syndicat regroupe ainsi toutes les municipalités où il existe des rentes (environ 800) et doit dédommager, une fois pour toutes, les anciens seigneurs<sup>86</sup>. Le dédommagement sera payé par le gouvernement, à même un emprunt contracté par ce dernier. Ainsi, le syndicat verse un autre dédommagement, nettement moins important cette fois, aux Sulpiciens. Le montant versé pour la partie éligible de l'ancienne seigneurie de Montréal sera

---

81. *Ibid.*, p. 116.

82. *Ibid.*

83. « Cadastre abrégé de la seigneurie de Montréal, sauf cité et paroisse de Montréal ». *Cadastres abrégés des seigneuries du district de Montréal, Québec*, Derbishire et Desbarats, 1864.

84. Ils recevront le montant de 157 413.12\$ pour leur seigneurie de Lac-des-Deux-Montagnes et le montant de 112 992.46 pour leur seigneurie de Saint-Sulpice. Cela fera un montant de dédommagement de 534 740.70 \$ pour leur ensemble seigneurial. Les informations monétaires ont été prises dans les cadastres respectifs desdites seigneuries.

85. Les ex-censitaires pouvaient soit racheter le capital de la rente, ce qui équivalait à environ dix-sept années de rentes annuelles, ou payer une rente constituée, qui était du même montant que la rente préexistante. Beaucoup d'ex-censitaires s'étaient prévalus de cette option, continuant simplement les mêmes paiements, les mêmes jours de l'année et au même endroit si bien que pour ces gens, « l'abolition » du régime seigneurial devait être bien relative. Grenier, *Brève histoire du régime seigneurial*, p. 206.

86. *Ibid.*, p. 207.

de 8 599.74 \$<sup>87</sup>. Le versement sera effectué aux fiduciaires aux biens commerciaux de Saint-Sulpice, les Sulpiciens étant sous tutelle gouvernementale pendant la période 1937-1960<sup>88</sup>. Le syndicat fermera ses livres en 1974 – les derniers paiements auront lieu en 1970 – ce qui mettra fin, une fois pour toutes, au lien de féodalité entre ex-seigneurs et ex-censitaires<sup>89</sup>. Mais dans la cité et paroisse de Montréal, des persistance subsisteront encore longtemps à cette date.

## Mémoire et persistance

### Une persistance juridique tout à fait unique

Nous l'avons vu, la loi de 1859 a radicalement changé le cours des choses pour la partie de la seigneurie de Montréal constituée de la « paroisse et cité de Montréal ». En effet, il appert, à l'écoute des deux témoignages réalisés par Benoît Grenier et ses équipes de tournage, que l'île de Montréal – la partie de la cité et la paroisse – est encore le lieu de persistance particulières, d'ordre juridique, et qui sont directement reliées à l'institution qui prit place en Nouvelle-France dans la première moitié du XVII<sup>e</sup> siècle. L'un des témoins, M<sup>e</sup> André Dufresne, mentionne en effet qu'il faisait régulièrement signer des certificats de commutation de droits seigneuriaux aux anciens seigneurs de la seigneurie de Montréal – les Sulpiciens donc – lorsqu'il y pratiquait le droit dans les années 1970 et 1980<sup>90</sup>.

Ces certificats de commutation sont parfois inconnus de la part même des Sulpiciens aujourd'hui. Il s'agit d'un des éléments qui ressort du témoignage de Mgr Goulet, qui mentionne que, avant d'être nommé provincial, il n'avait jamais entendu parler de ce genre de persistance<sup>91</sup>. Bien entendu, il savait que les Sulpiciens avaient déjà été les seigneurs de l'île, mais il n'avait aucunement envisagé la possibilité que cette position privilégiée que les Sulpiciens ont occupée à l'époque leur conférât encore des droits quelconques sur quoi que ce soit à Montréal aujourd'hui. C'est pourquoi il a été très étonné la première fois que des notaires sont venus le voir – en sa qualité de provincial – afin de lui remettre un chèque. Sa première réaction a même été de le refuser, ignorant que quoi que ce soit lui était dû, ce qui a inspiré une réaction surprise de la partie notariale qui a soulevé la remarque qu'il était assez peu commun que des gens refusent un chèque<sup>92</sup>. On a alors expliqué à Mgr Goulet que

---

87. BAnQ-Québec, E39, S100, SS1, Fonds Syndicat national du rachat des rentes seigneuriales, seigneurie de l'île de Montréal.

88. Les Sulpiciens ont subi les contrecoups d'investissements malheureux, entre autres dans le domaine des chemins de fer, et ont tranquillement perdu leur santé financière dans les premières décennies du XX<sup>e</sup> siècle, les menant à la très délicate position de devoir être sous tutelle gouvernementale pendant de nombreuses années. À ce sujet, lire l'éclairant John A. Dickinson, *Seigneurs et propriétaires*, p. 179-213.

89. Grenier, *Brève histoire du régime seigneurial*, p. 208.

90. Entretien 2015-06 avec André Dufresne, Laval, 5 juin 2015.

91. Entretien 2017-07 avec Mgr Émilien Goulet, Séminaire de Saint-Sulpice à Montréal, 8 décembre 2017.

92. *Ibid.*

la signature de ces certificats était nécessaire pour mettre fin à tous les droits seigneuriaux restant sur l'immeuble qui venait d'être vendu, ce qui garantissait à l'acheteur une pleine et entière propriété de l'immeuble<sup>93</sup>. Selon M<sup>e</sup> Dufresne, ce processus serait imposé par les différents prêteurs afin de leur éviter d'avoir des garanties incomplètes puisque l'acheteur, s'il décidait de ne pas commuer, se retrouverait avec des droits incomplets sur la propriété achetée<sup>94</sup>.



**Photo 29 – Mgr Emilius Goulet, prêtre de St-Sulpice**

Pour ce qui est de la rencontre entre les deux parties – notaires et Sulpiciens – pour la signature des certificats de commutation de droits seigneuriaux, celle-ci semble donner lieu, au regard des deux témoignages, à une mémoire différente quant à son déroulement. En effet, M<sup>e</sup> Dufresne a le souvenir d'une « cérémonie emplie de dignité<sup>95</sup> », ainsi que le souvenir que l'esprit global de la rencontre donnait l'impression qu'il était privilégié de pouvoir assister à celle-ci. Il ne s'agissait donc certes pas d'un événement anodin pour lui. M<sup>e</sup> Dufresne conserve également le souvenir qu'une forme cérémonielle entourait le moment de signer les certificats de commutation. Celle-ci se caractérisait notamment par l'amplitude gestuelle qu'auraient eue ses interlocuteurs. Mgr Goulet semble quant à lui avoir des souvenirs se rapprochant davantage de l'ordre de la banalité. Le décorum qui habite les souvenirs de M<sup>e</sup> Dufresne n'est clairement pas partagé par Mgr Goulet qui mentionne qu'en

---

93. De son côté, Baillargeon mentionne que tout est supposé être prescrit depuis fort longtemps et son interprétation laisse à penser que les Sulpiciens n'ont plus aucun droit et que plus rien ne leur est dû depuis fort longtemps.

94. Entretien 2015-06 avec André Dufresne, Laval, 5 juin 2015.

95. *Ibid.*

tant que prêtre il est un homme qui doit vivre simplement<sup>96</sup>. Il mentionne également qu'il ne ressentait pas le besoin d'imposer une « forme cérémonielle » autour de sa personne pour la rencontre avec les notaires qui venaient le visiter et que le tout se déroulait de façon très simple<sup>97</sup>. C'est cette dichotomie mémorielle que nous avons placée en épigraphe de ce présent travail. Si la forme de la rencontre semble poser des difficultés d'ordre mnésiques, le fond de ces rencontres, qui avaient lieu au Séminaire de Saint-Sulpice, témoigne quant à lui d'une « persistance seigneuriale » claire.

Il est intéressant de remarquer que les témoignages font également ressortir, autant du côté de la partie notariale que de la partie sulpicienne, le fait que l'on semblait être intimidé par l'autre. En effet, Mgr Goulet mentionne que les notaires étaient des personnes très distinguées à ses yeux. Il ajoute ainsi qu'il avait l'impression de n'être pas très important aux yeux de ces derniers, tout en reconnaissant qu'il était bien probable que ce ne soit là que son impression personnelle et qu'il était fort possible que les notaires ne le vissent pas réellement de la façon dont il pressentait lui-même être vu<sup>98</sup>. Lorsque l'on prend en considération le témoignage de M<sup>e</sup> Dufresne et l'évocation de « l'atmosphère particulière » qui se dégageait de la réunion dans ses souvenirs, il est permis de croire que l'impression de Mgr Goulet, comme il le reconnaît lui-même, était vraisemblablement infondée. Quant à l'atmosphère particulière évoquée par M<sup>e</sup> Dufresne, Mgr Goulet reconnaît lui aussi qu'il y avait un « petit quelque chose » qui se dégageait lors des réunions. Ce sentiment particulier qui a été partagé par les différents participants est peut-être un indicateur de l'anamnèse causée par ces réunions si particulières. En effet, le retour au présent d'une institution majeure de notre passé dans l'esprit de cette réunion nous semble être le principal facteur causal de cette « atmosphère particulière » ressentie lors de la signature des certificats de commutation des droits seigneuriaux.

### **Encore de nos jours ?**

Les témoignages ont permis de constater qu'il y avait toujours des persistances d'ordre juridique dans la partie de la seigneurie de Montréal qui a été soustraite à la législation abolitionniste de 1854. Comme M<sup>e</sup> Dufresne a mentionné que les persistances avaient lieu durant ses années de pratique du droit à Montréal (années 1970 et 1980), nous avons voulu vérifier si ces persistances tout à fait uniques étaient encore d'actualité aujourd'hui<sup>99</sup>. Dans l'entrevue réalisée par l'équipe de M. Grenier, la question a été posée à M<sup>e</sup> Dufresne, qui a mentionné ne pas savoir si des certificats de décharges de rentes seigneuriales étaient encore signés par les Sulpiciens. Il avouait du même souffle ne pas savoir si la formation actuelle en notariat informait toujours les futurs notaires de cette particularité de la défunte seigneurie de Montréal, comme lui-même en avait été informé dans sa formation notariale au début des années 1970. Nous avons donc pris contact avec la Faculté de droit de l'Uni-

---

96. Entretien 2017-07 avec Mgr Émilus Goulet, Séminaire de Saint-Sulpice à Montréal, 8 décembre 2017.

97. *Ibid.*

98. Entretien 2017-07 avec Mgr Émilus Goulet, Séminaire de Saint-Sulpice à Montréal, 8 décembre 2017

99. En date du printemps 2018.

versité de Montréal<sup>100</sup> afin de savoir si l'exception montréalaise était toujours enseignée aux futurs notaires de la province<sup>101</sup>. Nous avons été référé au chargé de cours M<sup>e</sup> Pierre Duchaine, qui donne le cours *Droit des titres* à l'Université de Montréal ainsi qu'à l'Université de Sherbrooke. Celui-ci nous a informé que cette particularité était toujours enseignée aux futurs notaires, et qu'en plus, il en était fait mention dans le livre devant obligatoirement être acheté pour le cours. C'est donc dire que, chaque année, des centaines d'étudiants en droit au Québec<sup>102</sup> entendent parler, même si ce n'est que de façon – très – sommaire, du régime seigneurial et des particularismes que ce dernier laisse entrevoir encore aujourd'hui. Il nous semble que ce type de persistance, bien qu'elles soient exceptionnelles et uniques à la seigneurie de Montréal pour les raisons que nous avons déjà évoquées, démontrent avec force à quel point l'institution seigneuriale semble ne jamais vouloir mourir au Québec. Ce constat pourra être tenu, à notre avis, tant et aussi longtemps que le régime seigneurial sera mentionné dans les livres d'au moins une autre discipline que l'histoire.

## Le patrimoine

La seigneurie de Montréal, et les Sulpiciens comme seigneurs de celle-ci ont légué un très important patrimoine à la postérité. Toutefois, le Vieux Séminaire de Saint-Sulpice nous semble tenir une place à part dans l'héritage patrimonial des Messieurs. Classé immeuble patrimonial par le gouvernement du Québec en 1985, le bâtiment est intimement lié à l'histoire des Sulpiciens. En effet, il a été bâti dès le XVII<sup>e</sup> siècle, soit pendant la période de 1684-1687 et est le seul bâtiment restant sur l'île de Montréal qui date de l'époque du XVII<sup>e</sup> siècle<sup>103</sup>. Par les rôles dévolus aux Sulpiciens, le Vieux Séminaire de Saint-Sulpice a eu plusieurs fonctions. Il a ainsi servi de manoir seigneurial, de presbytère, de séminaire et de couvent<sup>104</sup>. Le Vieux Séminaire est adossé à la Basilique Notre-Dame de Montréal, considéré comme l'Église mère de la ville et elle-même construite pour la gloire des Sulpiciens. Notons que le Vieux Séminaire est toujours aujourd'hui le lieu de résidence des prêtres de Saint-Sulpice. C'est d'ailleurs à cet endroit que l'entrevue avec Mgr Goulet a été réalisée. Ce dernier a d'ailleurs affirmé que le Vieux Séminaire était le symbole le plus éclatant de ce qui restait des Sulpiciens comme seigneurs de l'île de Montréal<sup>105</sup>. Le fait que les Sulpiciens résident encore sur le territoire de leur ancienne seigneurie, dans ce qui a déjà servi de manoir seigneurial, nous semble être, en soi, une sorte de témoignage du passé qui se perpétue dans le présent.

Le grand séminaire de Montréal est un autre des legs patrimoniaux incontournables lorsque

---

100. Il s'agit de l'établissement d'enseignement qui a formé M<sup>e</sup> Dufresne dans les années 1970.

101. Nous tenons à remercier M<sup>e</sup> Gaudreault-Desbiens de même que M<sup>e</sup> Tran Tran pour leur assistance.

102. Si ce n'est dans toutes les universités québécoises, il y a à tout le moins assurément à l'Université de Montréal et à l'Université de Sherbrooke où les étudiants entendent parler de cette singularité. Nous n'avons pas vérifié pour l'ensemble des établissements offrant le cursus de droit au Québec.

103. Gouvernement du Québec (avril 2018), *Répertoire du patrimoine culturel du Québec*, Site officiel [site web]. Consulté le 13 avril 2018, <https://bit.ly/2qomyP5>.

104. *Ibid.*

105. Entretien 2017-07 avec Mgr Émilien Goulet, Séminaire de Saint-Sulpice à Montréal, 8 décembre 2017.

l'on pense aux Sulpiciens. Construit durant la période de 1855-1857 afin de former les prêtres<sup>106</sup>, il est situé dans un site classé patrimonial par le gouvernement du Québec depuis 1982<sup>107</sup>. Le grand séminaire dispense toujours aujourd'hui la formation théologique nécessaire pour devenir prêtre. Depuis son ouverture, plusieurs centaines d'hommes<sup>108</sup> y ont obtenu leur formation de prêtrise. Fort de leur réputation, les Sulpiciens feront du Grand Séminaire un endroit au rayonnement international durant le XIX<sup>e</sup> siècle. Au XX<sup>e</sup> siècle, de nombreux Sulpiciens feront des missions un peu partout sur la planète, contribuant ainsi au rayonnement de l'institution. Les sulpiciens ont également laissé un très important patrimoine immatériel religieux dans les trois seigneuries qui leur auront appartenu<sup>109</sup>.

## La toponymie

Les Sulpiciens laissent également des traces mémorielles dans la toponymie. Nombreuses dans la ville de Montréal, ces mentions (noms de rue, de parc, etc.) sont cependant à relativiser puisque la ville de Montréal est un grand centre urbain qui peut faire de la place à un très large spectre de choix dans sa toponymie<sup>110</sup>. Ainsi, sur le site spécialement conçu pour rechercher dans la toponymie montréalaise, une section de recherche par thématique est offerte au visiteur<sup>111</sup>. Celle-ci permet de rechercher dans la toponymie de la ville en fonction de thématique précise, mais aucune d'entre elles ne concerne le régime seigneurial ou les Sulpiciens<sup>112</sup>. Pourtant, l'institution comme les hommes ont fortement contribué, comme nous l'avons déjà vu, au développement de la ville. L'homme qui a donné son impulsion véritable à la ville au XVII<sup>e</sup> siècle et que nous avons évoqué dans la partie historique, François Dollier de Casson, possède tout de même deux parcs à son nom. L'un est situé dans l'arrondissement de Ville-Marie, choix logique, et le second dans l'arrondissement de LaSalle. La piété mariale des Sulpiciens est, en revanche, quelque chose de très présent dans la toponymie. Véritable rappel de leur dévotion à la vierge, les vocables Notre-Dame<sup>113</sup> par exemple, très présent dans la toponymie, servent à leur façon la mémoire autour des Sulpiciens.

---

106. Le 7 novembre 1840, une convention entre l'évêque et le supérieur des Sulpiciens confie « pour toujours et irrévocablement » pour ceux-ci la formation des prêtres. Christine Hudon, « Au cœur de la vocation Sulpicienne : le grand séminaire » dans *Les sulpiciens de Montréal*, p. 445.

107. Gouvernement du Québec (avril 2018), *Répertoire du patrimoine culturel du Québec*, Site officiel [site web]. Consulté le 13 avril 2018, <https://bit.ly/2JJGdB8>.

108. Lors de la seule année 1937, qui fut exceptionnelle nous devons le souligner, il y eu 294 séminaristes qui firent leur entrée au Grand Séminaire. Tous ne deviendront bien sûr pas Sulpiciens. Christine Hudon, *Au cœur de la vocation*, p. 447.

109. Voir le site de l'Université Laval spécialement conçu pour le patrimoine immatériel religieux du Québec, qui regorge d'exemples en tout genre de patrimoine immatériel des Sulpiciens. <http://www.ipir.ulaval.ca/>.

110. Il y a près de 6 000 noms de rues, places publiques et parcs dans les 19 arrondissements de la ville.

111. Ville de Montréal (mars 2018), *Répertoire historique des toponymes*, Site officiel [site web], Consulté le 6 mars 2018, <http://bit.ly/2tiYBMV>.

112. *Ibid.*

113. Quelques exemples : Notre-Dame de Bonsecours, Notre-Dame de Liesse et Notre-Dame des Vertus.

## Conclusion

Par l'unicité de son processus d'abolition, il subsiste, aujourd'hui encore, à Montréal, des persistances particulières – aussi ténues soient-elles – de ce qui fut la première institution à s'ériger dans le sol de la lointaine Nouvelle-France : l'institution seigneuriale. La loi de 1859, en excluant la « cité et la paroisse de Montréal » du processus régulier d'abolition suivi par le reste de la province, a permis au régime seigneurial de vivre de cette façon particulière – à travers ces subsistances d'ordre juridique que constituent les certificats de commutation –, jusqu'à nos jours. Le dicton « le Bon Dieu le sait et le diable s'en doute » nous semble être une réponse appropriée à quiconque voudrait prédire, une fois de plus, la mort définitive de l'institution seigneuriale au Québec. Bien que ces persistances semblent constituer, selon Baillargeon, « le mystère le plus profond pour la presque totalité des Montréalais<sup>114</sup> », il n'en demeure pas moins qu'elles demeurent la dernière persistance de nature juridique reliée à l'institution seigneuriale. Il est tout à fait exceptionnel que de telles persistances aient pu survivre jusqu'à aujourd'hui, malgré toutes les législations prises expressément pour mettre fin à celles-ci. La complexité du processus abolitionniste d'une institution séculaire doit constamment être gardée en tête afin de comprendre ce phénomène particulier. Ainsi, l'institution seigneuriale, malgré tout et aussi surannée nous apparaît-elle, continue de vivre de bien des façons dans le Québec d'aujourd'hui. Sa présence est en effet visible dans le patrimoine matériel, dans le patrimoine immatériel, dans la toponymie, dans l'organisation des villes et de l'espace en général. Cette « omniprésence discrète » continuera de marquer longuement le sol québécois. Comme l'a noté M<sup>e</sup> Dufresne dans son témoignage, lorsque questionné sur les raisons qui le poussait à vouloir témoigner, la seigneurie est quelque chose qui a fait partie intégrale de notre histoire et qui a contribué à nous définir du reste du Canada et même à nous forger une identité unique en Amérique<sup>115</sup>. Il nous apparaît donc souhaitable que notre mémoire collective puisse continuer à cultiver cet héritage distinct qui a contribué, à sa façon, à forger la société distincte qu'est le Québec.

---

114. Baillargeon, *La survivance*, p. 8.

115. Entretien 2015-06 avec André Dufresne, Laval, 5 juin 2015.